

## Burundi : les mesures contre le coronavirus sont-elles suffisantes ?

RFI, 23/03/2020 Le Burundi est-il vraiment l'un des pays sans coronavirus ? Chez la plupart de ses voisins, des cas sont déclarés et les premiers morts sont enregistrés. A quelques semaines des élections, l'opposition comme la société civile mettent en doute la bonne foi du gouvernement et demandent plus de mesures pour protéger la population.

Une ONG de lutte contre la corruption dit avoir documenté des cas de violations des consignes de quarantaine. Le patron de l'Olucome rappelle que les frontières du Burundi sont poreuses. Il pointe que de simples tests de température sont utilisés aux frontières terrestres et affirme que les mesures de quarantaine concernant les passagers en provenance de pays à risque ne seraient pas respectées. « Nous avons vérifié cela, assure Gabriel Rufyiri. Avec l'influence et l'argent, il y a des gens qui entrent sans être mis en quarantaine et ça, c'est très dangereux. Donc il faut une prise de conscience pour que la mise en quarantaine soit respectée par tout le monde. C'est important. » Le ministre de la Santé dément ces accusations. Pour son porte-parole, le docteur Jean-Bosco Girukwishaka, la situation est sous contrôle. « Aucun cas n'est passé outre notre contrôle. Il y a des cas qui ont été autorisés par le ministre à sortir. C'était des mises en quarantaine à l'hôtel et la surveillance a continué à domicile pour les jours restants. » Depuis la mise en place des mesures visant les voyageurs en provenance de pays à risque, 135 quarantaines ont été observées à domicile et 107 dans un hôtel. Jusqu'ici, selon le ministre, aucun passager n'aurait développé de symptômes. Les frontières toujours ouvertes Le gouvernement a annoncé des mesures supplémentaires ce week-end pour éviter la propagation comme la suspension des vols pendant une semaine à destination de l'aéroport Melchior Ndadaye de Bujumbura, mais le trafic de marchandises est maintenu, les frontières restent ouvertes et les rassemblements sont toujours autorisés. Pour le porte-parole du président, c'est « grâce à Dieu » et au fait que « les Burundais votent peu ». Mais cette situation inquiète la société civile. Le président de l'Olucome estime qu'il est difficile d'imaginer le Burundi pourra être épargné par la crise. « Dans toute la région, en Tanzanie, au Congo, au Rwanda, il y a déjà de tests positifs », rappelle Gabriel Rufyiri. Comment se fait-il qu'au Burundi, il peut ne pas y avoir de tels cas ? Que ce soit les hôpitaux privés ou publics, le problème reste le même. Le Burundi n'est pas capable de faire face. Et c'est pour ça qu'il faut des mesures de prévention. Mais pour le ministre de la Santé, il n'y a aucune urgence à limiter les rassemblements, fermer les frontières ou les écoles avant que l'épidémie ne soit déclarée. Et pour ce qui est du système de santé, des mesures ont été prises pour accueillir d'éventuels malades, explique le docteur Jean-Bosco Girukwishaka, le porte-parole du ministre. « On s'est dit que pour chaque hôpital de district, il faut au moins se préparer à accueillir cinq malades. Et pour les cinq hôpitaux nationaux, on compte au moins 20 lits pour chaque. Et au niveau du centre de Mudubugu, qui est spécialisé sur les épidémies, il y en a 24. » Du côté de la société civile, s'inquiète pourtant d'un risque de débordements des structures de santé, au vu de la vétusté et du nombre de respirateurs et de salles de réanimation.